

Réunion extraordinaire du Bureau et du Groupe consultatif du CSA

Date : 31 mars 2020 (11h00-13h00)

Lieu : réunion virtuelle (via ZOOM)

Résultats de la réunion extraordinaire du Bureau et du Groupe consultatif

Ordre du jour

1. Dialogue avec Agnes Kalibata, Envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour le Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021
2. Discussion sur la continuité des activités du CSA en 2020.

1. Dialogue avec l'Envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour le Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021

Le Président du CSA, M. Thanawat Tiensin, a ouvert la réunion virtuelle du 31 mars et souhaité la bienvenue à l'Envoyée spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour le Sommet sur les systèmes alimentaires, Mme Agnes Kalibata, ainsi qu'aux autres participants. Il a expliqué que l'objectif numéro un de la réunion était d'aider Mme Kalibata à mieux comprendre le CSA et les divers groupes qui le composent, et de débattre avec elle du rôle du Comité dans la préparation du Sommet. Le Président du CSA a également indiqué que la réunion était l'occasion de faire suite à la première rencontre tenue à Rome entre le Président du CSA, le Président du HLPE et l'Envoyée spéciale, le 10 février 2020. Dès lors, le Secrétariat du CSA a été en contact avec l'équipe de l'Envoyée spéciale, et a notamment facilité la participation de cette dernière à une réunion spéciale du CSA pour examiner la pandémie liée au COVID-19 et ses impacts potentiels sur la sécurité alimentaire et la nutrition à l'échelle mondiale, qui a eu lieu le 19 mars.

L'Envoyée spéciale a informé que les préparatifs du Sommet sur les systèmes alimentaires avaient commencé, et que la pandémie de COVID-19 ne faisait que renforcer son importance critique. Elle a fait remarquer que, bien que nous ne connaissions pas encore de crise alimentaire, nous constatons déjà la pression que fait peser le COVID-19 sur les chaînes de valeur alimentaires, y compris dans les systèmes alimentaires sophistiqués.

L'Envoyée spéciale a par ailleurs indiqué que le Sommet sur les systèmes alimentaires sera l'occasion de modifier la trajectoire de nos avancées pour atteindre les ODD à travers la transformation des systèmes alimentaires, partout dans le monde, du fait qu'il aura lieu au début de la Décennie d'action consacrée aux ODD. Le Sommet sera l'occasion de nouer un dialogue avec de nouveaux acteurs.

L'Envoyée spéciale a en outre informé les participants qu'un Secrétariat restreint indépendant avait été établi pour le Sommet, tandis que les autres structures de soutien (à savoir le Groupe consultatif, le Groupe scientifique et le Groupe des champions) devaient encore être formées, mais qu'elle espérait les voir établies avant la fin avril. Ces structures seront constituées de groupes de parties prenantes qui mettront à profit l'expertise et les points de vue des groupes du monde entier. Les membres du CSA

ont demandé quelle était la composition de ces structures de soutien et comment leurs membres seraient sélectionnés.

L'Envoyée spéciale a manifesté un intérêt pour entendre des idées permettant de façonner la vision et de déterminer les pistes d'action du Sommet. Elle a mentionné quelques domaines clés à prendre en compte de manière systématique et holistique : 1. L'alimentation pour tous ; 2. La transformation agricole au service de l'objectif Faim zéro ; 3. La réduction des pertes et déchets alimentaires. 4. La production respectueuse de la nature ; 5. Le développement des régimes sains et durables ; 6. La promotion des moyens d'existence équitables et résilients.

L'Envoyée spéciale a mis en évidence qu'il existe déjà un bon nombre de preuves, connaissances, idées, innovations et actions, y compris les travaux du CSA et les rapports du HLPE, et que nous devons nous en servir de base pour conduire la transformation des systèmes alimentaires à l'échelle et à la vitesse requises. À cet égard, elle a souligné les travaux actuellement menés par le CSA pour finaliser les Directives volontaires sur les systèmes alimentaires au service de la nutrition, qu'elle suit attentivement.

Elle a mis en exergue que le processus de préparation du Sommet sur les systèmes alimentaires sera transparent et inclusif, du fait qu'elle entend collaborer de manière holistique avec l'ensemble des pays et régions du monde. Elle souhaite développer des mécanismes permettant un dialogue mondial ouvert, afin d'assurer l'implication de tous les acteurs. À cet égard, l'Envoyée spéciale a souligné que cette réunion ne marquait que le début de son travail avec le CSA, et qu'elle s'engageait à continuer à entamer un dialogue profond avec le Comité afin de veiller à ce que nous promouvions un programme commun partagé. Elle a plus spécifiquement fait remarquer que : 1. Le CSA fera partie des structures de soutien formelles pour la préparation du Sommet, et que son Président serait inclus dans le Groupe de champions ; 2. Les travaux du HLPE et du Secrétariat du CSA seront mis à profit pour les éléments factuels relatifs aux politiques et les axes de travail ; 3. Elle souhaiterait poursuivre le dialogue avec le CSA sur une base au moins trimestrielle (un engagement similaire à celui pris par le Secrétariat du Sommet vis-à-vis du représentants permanents à Rome) ; 4. Le CSA sera consulté lors de la formulation et de la mise en œuvre des pistes d'action ; et, 5. Elle entamera à l'avenir des dialogues multipartites et des consultations à différents niveaux (appels virtuels, dialogues nationaux, dialogues régionaux, etc.) afin d'harmoniser les priorités et les actions.

En réponse aux questions posées par les membres du CSA concernant les résultats escomptés du Sommet sur les systèmes alimentaires, l'Envoyée spéciale a indiqué que le Sommet devrait conduire à des actions concrètes en faveur du changement de nos systèmes alimentaires, dont la reddition de comptes quant à l'exécution incombera à ceux prenant des engagements.

Après les remarques formulées par l'Envoyée spéciale, les membres du Groupe consultatif *ad hoc* (GCRAI, MSC, MSP, Fondation Bill et Melinda Gates, Comité permanent des Nations Unies sur la nutrition, Banque mondiale, Rapporteur spéciale sur le droit à l'alimentation et OMS) ont chacun informé l'Envoyée spéciale de leurs rôles respectifs au CSA, de la manière dont ils soutiennent les activités et les axes de travail du CSA, et, élément le plus important, de la façon dont ils pensent que le CSA devrait prendre part aux préparatifs du Sommet. Ils ont notamment souligné, dans leurs présentations, certains des points clés suivants :

- La science montre clairement que les systèmes alimentaires actuels mondiaux sont défaillants – pour les personnes, l'environnement et notre avenir commun. Les scientifiques ont identifié les systèmes alimentaires et la nutrition comme des points d'entrée stratégiques pour accélérer la transition mondiale vers une trajectoire plus durable. La science devrait occuper un rôle de premier plan dans le Sommet sur les systèmes alimentaires.
- La forte préoccupation quant au nombre croissant de personnes vivant dans la faim et à la crise du COVID-19, susceptible d'aggraver cette situation. Les actions concertées émanant de la

communauté de l'alimentation, de la nutrition et de l'agriculture et réalisées à travers le CSA peuvent aider à inverser la vapeur et à promouvoir des avancées en faveur de l'atteinte des ODD.

- La diffusion des produits politiques du CSA comme outils servant à la mise en œuvre réussie des ODD, qui peut être utilisée pour contribuer au succès du Sommet.
- Deux grands processus politiques actuellement développés par le CSA sont particulièrement pertinents pour le Sommet sur les systèmes alimentaires : le processus de convergence des politiques sur les approches agroécologiques et les autres approches innovantes au service de systèmes alimentaires durables, et les Directives volontaires sur les systèmes alimentaires au service de la nutrition. Ces deux processus s'appuient sur de nombreuses directives relatives aux politiques précédemment adoptées par le CSA et renforcent plusieurs décennies pertinentes déclarées par les Nations Unies.
- Le Sommet sur les systèmes alimentaires devrait concentrer l'énergie et les efforts collectifs sur la promotion de systèmes alimentaires résilients et durables, comme souligné dans la déclaration prononcée par le Président du CSA sur la pandémie de COVID-19. Si nous ne le faisons pas, les pays les plus fragiles et les personnes les plus vulnérables paieront le prix le plus élevé.
- Le caractère unique du CSA, en sa qualité de principale plate-forme multipartite ouverte du système onusien pour la coordination mondiale des politiques de sécurité alimentaire et nutrition. Le CSA, comme plate-forme multipartite, est un lieu unique qui réunit un ensemble d'acteurs divers. Après plus d'une décennie, il demeure un modèle de gouvernance mondiale.
- Le Sommet sur les systèmes alimentaires offre la possibilité d'aller au-delà de la productivité agricole pour aborder d'autres aspects fondamentaux de la sécurité alimentaire, comme les revenus, les régimes sains et la nutrition, et la durabilité environnementale des pratiques agricoles tout au long de la chaîne de valeur.
- Le Sommet sur les systèmes alimentaires et le travail de l'Envoyée spéciale devraient aider à réduire la fragmentation institutionnelle des communautés du développement agricole et de la nutrition, et à construire de meilleurs mécanismes de reddition de comptes. Le Sommet sur les systèmes alimentaires implique des acteurs au-delà des secteurs de l'agriculture et de la santé, comme ceux de l'énergie, du commerce et du transport.
- Le CSA devrait être non seulement un lieu où suivre les avancées et prendre des mesures en faveur de l'objectif commun que constitue l'ODD2, mais il devrait aussi répondre aux nouvelles crises émergentes, comme celle provoquée par le COVID-19, ainsi qu'aux défis plus larges comme le changement climatique.
- Le Sommet sur les systèmes alimentaires devrait attirer l'attention sur les défis que rencontrent les agriculteurs, notamment les petits exploitants, du fait qu'ils représentent les plus gros investisseurs du secteur, et encourager le type d'investissements et les améliorations des politiques dont ils ont besoin.
- Le Sommet sur les systèmes alimentaires devrait être déterminant pour attirer l'attention mondiale sur l'agriculture et la nutrition et pour rassembler la communauté mondiale autour d'actions spécifiques.
- Le Sommet sur les systèmes alimentaires devrait produire des résultats tangibles et concrets, ainsi que des recommandations assorties de délais, y compris des engagements spécifiques en matière de financement et de politique.
- La préoccupation exprimée par certains que la pandémie de COVID-19 ait le potentiel de déclencher une crise alimentaire mondiale, qui pourrait exiger une réponse mondiale coordonnée et efficace, comme cela a été le cas de la crise des prix des denrées alimentaires de 2007-2008 ayant conduit à la réforme du CSA en 2009.
- Le mandat principal du CSA consiste à promouvoir la coordination, la convergence et la cohérence des politiques en faveur de la concrétisation progressive du droit à l'alimentation.
- La centralité des systèmes alimentaires locaux au moment d'assurer la sécurité alimentaire et la résilience vis-à-vis des chocs externes.

- Tout débat autour des systèmes alimentaires doit se baser sur une approche fondée sur les droits humains, sur les cadres politiques établis par les Sommets sur l'alimentation précédents, et sur les orientations politiques approuvées par le CSA. La nature inclusive et démocratique des processus normatifs du CSA constitue la raison pour laquelle les débats autour des systèmes alimentaires doivent avoir lieu au sein du Comité.
- Les délibérations politiques du CSA devraient contribuer à servir de base au Sommet sur les systèmes alimentaires et ses préparatifs. Le Sommet devrait refléter, partager et amplifier les orientations politiques du CSA. L'accent du Sommet sur les systèmes alimentaires devrait être placé sur la génération d'engagements politiques de haut niveau visant la traduction des engagements en actions.
- Le Sommet sur les systèmes alimentaires devrait se baser sur l'héritage positif des sommets passés, qui ont apporté leur soutien à la souveraineté alimentaire, aux systèmes alimentaires locaux, qui constituent les systèmes alimentaires les plus résilients en période d'incertitude et d'urgence, à la conservation d'écosystèmes entiers, et à la protection de la biodiversité.
- Le Sommet sur les systèmes alimentaires devrait appuyer le droit à une alimentation adéquate et les méthodes de production durable telles que l'agroécologie, qui soutient les petits agriculteurs locaux et la biodiversité.
- La nécessité d'harmoniser les ressources, d'assurer une coordination adéquate et une bonne division du travail dans les préparatifs du Sommet.
- Des conférences préparatoires clés auront lieu en amont du Sommet sur les systèmes alimentaires, y compris le Sommet sur la nutrition pour la croissance, au Japon.

2. Continuité des activités du CSA

Le Président du CSA a entamé une conversation avec les parties prenantes du CSA concernant le programme de travail du Comité pour la période 2020-2021, compte tenu des circonstances actuelles en lien avec la pandémie de Covid-19. Cette discussion préliminaire conduira à une conversation plus détaillée, qui aura lieu lors de la prochaine réunion du Bureau et du Groupe consultatif, le 17 avril 2020. Le Président a souligné que le CSA ne peut pas stopper ses travaux maintenant, alors que 821 millions de personnes souffrent de la faim dans le monde, et qui plus est au milieu d'une crise comme celle provoquée par cette pandémie, qui pourrait plonger un nombre encore plus grand de personnes dans la faim. Il serait simplement immoral de ne pas faire tout ce qui est en notre pouvoir pour remplir notre mandat et nos objectifs.

Le Président du CSA a informé les participants qu'il avait demandé au Secrétariat d'examiner comment poursuivre les activités lors des prochains mois, et présenté un document de discussion pour la réunion du Bureau et du Groupe consultatif du 17 avril. Il a également indiqué que la FAO, notre organisme hôte, a annulé toutes les réunions en face à face des mois d'avril et mai. Le PAM et le FIDA en font de même, bien que les réunions des organismes ayant leur siège à Rome seront réalisées virtuellement via Zoom. À cet égard, il a également indiqué que les services de conférence de la FAO sont en train de travailler à un nouveau logiciel permettant d'optimiser les services de vidéoconférence, y compris l'interprétation dans les six langues de la FAO, mais qu'aucune politique n'a encore été mise en place par l'organisation concernant les réunions de ses organes directeurs.

Le message global communiqué par les intervenants est que les travaux du CSA sont plus importants que jamais et que le Comité devrait continuer à poursuivre l'objectif de la sécurité alimentaire et de la nutrition, quelle que soit la manière dont il pourra exécuter au mieux son programme de travail approuvé.

Certains des participants ont estimé qu'il serait important de mener à bien le Programme de travail pluriannuel convenu, et notamment de terminer les processus de convergence des politiques en cours

(à savoir les Directives volontaires sur les systèmes alimentaires au service de la nutrition et les Recommandations politiques sur les approches agroécologiques et les autres approches innovantes) avant le Sommet de 2021 sur les systèmes alimentaires. Un groupe a suggéré de revoir le Programme de travail pluriannuel afin de centrer l'attention du Comité sur la pandémie, et non sur ses deux axes de travail majeurs.

Certains participants ont aussi salué l'initiative du Président du CSA de convoquer une réunion spéciale consacrée à la pandémie de COVID-19 (y compris la rédaction d'un document de synthèse provisoire par le Comité directeur du HLPE) et estimé que le CSA devrait jouer un rôle pour aider à empêcher que la pandémie ne se transforme en crise alimentaire. Cependant, le rôle du CSA reste encore à définir. Quel que soit son rôle, il devrait garantir une coordination adéquate et une bonne division du travail avec les OSR, afin d'éviter les doubles emplois et de perdre en efficacité.

Le Président du CSA a conclu les débats en informant que les prochaines réunions (virtuelles) du Groupe de travail à composition non limitée sur les systèmes alimentaires et la nutrition et du Groupe de travail à composition non limitée sur les approches agroécologiques et les autres approches innovantes se tiendraient de manière consécutive le 14 avril après-midi, à travers la plate-forme Zoom.

Le Président du CSA a informé que l'appel à contributions sur l'expérience acquise et les bonnes pratiques dans l'utilisation et l'application du Cadre d'action du CSA pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées (CSA-CDA) est prolongé jusqu'au 30 avril 2020, et invité les membres à y apporter leurs contributions.